



ENTRETIEN

Visuel :
ThePixelman de
Pixabay

L'APPROCHE SENSIBLE CONFLIT (ASC) : COMPRENDRE ET AGIR DANS UN CONTEXTE DE TENSIONS

Dans un contexte géopolitique marqué par une montée des conflits et des tensions, les acteurs de la solidarité internationale se demandent comment continuer à coopérer efficacement. Comment adapter leurs actions à ces situations ? Comment évaluer au mieux leur impact sur le terrain ? Pascale Vincent, anthropo-juriste et chercheuse au CIEDEL, travaille depuis des années sur les questions de développement local, de droits humains et de gestion des conflits.

Pascale Vincent

> CIEDEL

Anthropologue-juriste spécialiste de l'accompagnement du changement social, j'ai commencé à travailler au Niger sur la gestion du foncier. Au Ciedel, j'ai contribué au développement de l'offre de formation, accompagné de nombreux projets et programmes, co-dirigé plusieurs



projets de recherche appliquée et de recherche-action innovants, et publié plusieurs articles et ouvrages dans ce cadre. Depuis 10 ans, je travaille plus particulièrement sur l'innovation sociale et territoriale, le développement local inclusif et l'évaluation d'impact.

La notion de conflit

Le conflit est entendu comme une rupture dans les relations humaines, où un lien précédemment existant à travers de la communication, de la coopération ou de l'échange, se brise en entraînant l'impossibilité de continuer à vivre ou à interagir ensemble. P. Vincent insiste sur le fait que le conflit n'est pas un état statique, mais un processus qui se développe peu à peu dans le temps. Cette rupture de relations résulte d'une opposition entre des acteurs qui peuvent être des personnes, des groupes, des institutions, qui cherchent à accéder à une ressource, à renverser un monopole ou à affirmer un droit fondamental. Au cœur de chaque conflit se trouve une question de droit – relatif à une question de pouvoir, de ressources économiques, ou au droit à être soi-même, à préserver son identité et ses valeurs culturelles. Le plus souvent, une des parties impliquées dans un conflit perçoit la situation comme une violation de son ou de ses droit(s), ou comme un manque de reconnaissance de ceux-ci ; ce sentiment rend la relation insupportable et précipite la rupture. P. Vincent souligne l'importance de comprendre ce processus pour saisir la nature profonde des conflits.

Comment les acteurs de la solidarité internationale doivent-ils aborder cette notion de conflit ?

P. Vincent souligne que les acteurs de la solidarité internationale doivent impérativement comprendre le contexte local avant d'intervenir. « Il faut toujours considérer qu'on est un acteur extérieur. » Cela inclut l'analyse du contexte, des relations entre les acteurs locaux, des modalités de gestion des ressources sur le territoire, et des dynamiques de pouvoir et de prise de décision. Ne pas tenir compte de ces éléments peut aggraver des conflits existants ou en créer de nouveaux. Elle insiste sur l'importance d'un diagnostic préalable pour identifier l'état des situations de tensions sur le territoire, et d'adopter une approche neutre, en travaillant avec toutes les parties impliquées « de manière à savoir se positionner et ne pas faire le jeu des uns contre les autres. » Enfin, elle rappelle que le succès d'une intervention dépend de sa pertinence par rapport aux besoins locaux et du moment choisi pour intervenir.

Qu'est-ce que l'Approche Sensible Conflit (ASC) ?

L'Approche Sensible Conflit est une méthode initialement développée dans le domaine humanitaire. Cette méthode a été conçue pour évaluer l'impact potentiel des interventions d'urgence sur les contextes locaux et répondre à une question cruciale : « Mon intervention va-t-elle créer ou exacerber des situations de conflit ? » Bien que l'Approche Sensible Conflit ait gagné en pertinence, son application dans les secteurs de la coopération et de l'aide au développement demeure limitée, souvent portée par des initiatives individuelles au sein des structures. Cette approche invite à une réflexion plus profonde sur l'impact des décisions prises lors des interventions de développement, notamment à travers la dimension de la gouvernance locale.

Dans le contexte du développement, Il s'agit d'accompagner les processus décisionnels en prenant en compte les dynamiques potentielles de conflit que ces décisions pourraient engendrer. Une méthode qui favorise une gouvernance plus inclusive, en impliquant toutes les parties prenantes dans la prise de décision pour prévenir les conflits. Cette démarche

requiert une compréhension fine des réalités politiques, institutionnelles et sociales des territoires, rendant l'accompagnement plus complexe, et nécessitant un engagement à long terme pour assurer une organisation institutionnelle stable et harmonieuse.

Or, cette méthode, bien que cruciale, se heurte souvent aux procédures des projets imposées par les bailleurs de fonds, qui exigent des résultats rapides et précis sur du court terme. Cette rigidité limite la flexibilité nécessaire pour faciliter une véritable concertation entre les acteurs locaux, pourtant essentielle pour prévenir ou résoudre les conflits qui peuvent être issus de la décision d'engager telle ou telle action de développement. P. Vincent insiste sur la nécessité d'un accompagnement continu et sur-mesure pour appliquer et ajuster les solutions convenues, soulignant que les conflits, notamment territoriaux, ne peuvent être résolus que par une négociation approfondie et un engagement à long terme.

Comment l'approche a-t-elle été mise en place dans le projet 3 Frontières ?

Dans le cadre du projet 3 Frontières, l'ASC a été adoptée grâce aux acteurs locaux. « Ce sont les partenaires locaux qui se sont intéressés et qui y ont vu un intérêt. » Les ONG, les organisations paysannes et les collectivités des régions concernées l'ont intégrée dans leurs stratégies. Par exemple, les producteurs et éleveurs du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont adapté cette méthode à leurs besoins spécifiques dans le travail avec leurs membres. Il faut toujours garder à l'esprit que les organisations nationales sont là pour accompagner, elles ne sont pas là pour faire à leur place, et du coup la mise en place de l'approche ne se fait que si cela intéresse les acteurs locaux.

Quels défis lors de l'implémentation de cette approche ?

Le principal défi réside dans l'instabilité issue des conflits, qui complique considérablement la gestion des territoires pour les acteurs locaux. L'accompagnement de ces acteurs dans ce contexte est également un défi pour ceux qui les soutiennent à travers le projet. Il s'agit de les aider à mettre en œuvre les idées qu'ils développent eux-mêmes, en particulier dans les zones où la présence physique est impossible.

Le rôle des accompagnateurs est de soutenir l'émergence de ces nouvelles pratiques, de faciliter l'innovation et d'encourager l'adaptation à une réalité en constante évolution.

Il s'agit d'un accompagnement purement technique ?

Cette notion d'accompagnement ou de structuration combine des aspects techniques et humains. D'un côté, il y a le volet technique, comme des méthodes d'animation pour objectiver des décisions, essentielles pour garantir des choix collectifs éclairés. De l'autre, l'accompagnement implique un soutien humain, qui va au-delà de la simple technique. Comme le souligne P. Vincent : « il s'agit d'être présent et disponible, d'écouter, de trouver des ressources et de ne jamais lâcher les acteurs locaux ; c'est aussi un engagement humain. »

Comment encourager les structures de solidarité internationale à adopter cette approche ?

Pour Pascale Vincent, il est essentiel que les acteurs de la solidarité internationale développent une sensibilité aux conflits. Comprendre les mécanismes de conflit permet de mieux dialoguer, coopérer et co-construire ensemble. Les structures doivent connaître cette approche et former leurs partenaires locaux pour qu'ils puissent l'appliquer sur le terrain.

Parce que qu'est-ce que coopérer ? C'est une éthique déjà. Pour moi, c'est la logique de se mettre ensemble pour faire quelque chose, même si l'on n'est pas d'accord sur tout. C'est une logique de solidarité ; même si on n'est pas du même pays, on est sensible à une même question, à une même cause et on partage des valeurs. On est en lien avec d'autres, d'abord à travers l'écoute et le dialogue. Pour moi, la coopération n'est pas spontanée ; ça s'apprend. Je pense que c'est une question de posture. C'est pour ça que c'est important aussi que les acteurs du Nord se forment à cette question des conflits, de posture, de coopération.

Découvrir la version longue de l'entretien

